



# EURODOM

*L'Europe et les Départements français d'Outre-mer*

## INFORUP

Semaine du 14 au 18 octobre 2019

**LA PRODUCTION LOCALE RÉUNIE DE LA RÉUNION RENCONTRERA LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE LA SEMAINE PROCHAINE :** La Production Locale Réunie de l'île de La Réunion a publié mardi 16 octobre une lettre ouverte, adressée au Président de la République, pour l'alerter sur l'excellence des filières de production locale, qui sont aujourd'hui menacées.

Ces menaces concernent en particulier le gel des fonds nationaux (dits « fonds du CIOM ») consacrés au développement de l'agriculture de diversification pour approvisionner le marché local, les incertitudes sur le maintien du soutien public à la filière canne-sucre dans le cadre de la fin des quotas sucriers, les incertitudes sur les soutiens nationaux et européens à la filière de la pêche, ainsi que les négociations en cours à Bruxelles s'agissant du dispositif de l'octroi de mer essentiel pour l'industrie locale de La Réunion. Face à toutes ces menaces, la Production Locale Réunie s'inquiète du mutisme du gouvernement et du Président de la République.

Le Président de la République a finalement répondu positivement à la demande de la Production Locale Réunie et rencontrera les filières le vendredi 25 octobre lors d'une visite d'une exploitation agricole ainsi qu'au cours d'un pique-nique sur le thème des préoccupations des filières de production locale.

La Production Locale Réunie lui remettra à cette occasion son livre blanc « Produire l'avenir de La Réunion ».

## **UN RAPPORT COMMANDITÉ PAR LA COMMISSION EUROPÉENNE CONCLUT QUE L'ACCORD COMMERCIAL AVEC LE MERCOSUR AURA UN IMPACT TRÈS LIMITÉ SUR LES FILIÈRES DES RUP :**

La Commission européenne a chargé la *London School of Economics* de rédiger une étude sur les impacts du volet commercial de l'accord d'association entre l'Union européenne et les pays du MERCOSUR (Argentine, Brésil, Uruguay et Paraguay). Cet accord est actuellement en cours de révision juridique, suite au compromis politique que les deux parties ont atteint fin juin, et il entrera en phase de ratification par le Parlement européen (qui peut seulement l'accepter ou s'y opposer) et les Etats membres en 2020.

Une [version intérimaire de l'étude](#) a été publiée le 3 octobre et une présentation en a été faite aux organisations de la société civile à Bruxelles le 15 octobre.

Ce rapport conclut que l'accord UE-MERCOSUR aura un impact très limité sur les secteurs agricoles et industriels des RUP. L'analyse porte sur le bovin, les produits laitiers, la canne-sucre, les boissons alcooliques et non-alcooliques, ainsi que le textile.

Le rapport n'évalue pas l'impact de l'accord sur la banane des RUP. Si les importations de banane provenant du MERCOSUR sont aujourd'hui négligeables, la production bananière brésilienne a un grand potentiel agronomique (6,6 millions de tonnes produites en 2017) et ce pays, qui figure parmi les principaux exportateurs de fruits et légumes frais vers le marché européen, possède les infrastructures et l'expertise nécessaires pour accroître ses exportations de bananes si la baisse tarifaire concédée (75€/tonne) est suffisamment incitative pour les exportateurs.

Les auteurs acceptent les retours des acteurs de la société civile, y compris les socio-professionnels, avant mardi 29 octobre.

## **DÉBAT DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE SUR LE CADRE FINANCIER PLURIANNUEL 2021-2027 :**

Jeudi 17 octobre, à Bruxelles, les chefs d'Etat et de Gouvernement se sont réunis pour un premier débat d'orientation à leur niveau sur les principaux éléments du cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027. Les principaux sujets concernent le volume total du CFP, l'équilibre entre les politiques publiques soutenues et les ressources propres.

La proposition de la Présidence finlandaise consiste à établir un équilibre entre les nouveaux défis (climat, migration, recherche, défense) et les politiques traditionnelles (agriculture et cohésion). Pour cela, elle suggère un volume total de l'enveloppe du CFP situé entre 1,03 et 1,08% du revenu national brut (RNB) de l'UE à 27, soit un total sur 2021-2027 situé entre 1050 et 1100 milliards d'euros, ce qui est inférieur à la proposition de la Commission (1,114% du RNB, soit 1135 milliards d'euros).

Par ailleurs, la Présidence finlandaise suggère de conserver l'équilibre actuel : environ 29,6% pour la politique agricole commune, 30,5% pour la cohésion et 32,8% pour les autres politiques, tandis que les 7% restants seraient attribués aux instruments spéciaux (fonds de solidarité, fonds d'ajustement à la mondialisation, etc.). La Commission, quant à elle, propose de réduire de respectivement 5% les dépenses agricoles et de 7% celles de la cohésion, au profit des nouvelles priorités de l'Union.

Or, les pays qui sont les principaux bénéficiaires de la politique de cohésion critiquent ces baisses de crédits proposées, tandis la France présente au Conseil la déclaration des ministres de l'Agriculture de 17 pays (Autriche, Bulgarie, Chypre, Espagne, Estonie, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie et Slovaquie) sur le budget de la PAC. Ces pays demandent que le budget de la PAC pour la prochaine période de programmation (2021-2027) soit maintenu au niveau actuel (en termes réels) de l'UE à 27. La Slovénie, la Croatie et la Belgique ont également soutenu cette déclaration.

Ces incertitudes sur l'issue des négociations concernant le CFP empêchent de conclure les négociations sur la PAC. Le débat a montré que les sujets les plus compliqués à négocier concernent le nouveau modèle de mise en œuvre de la PAC et l'architecture verte.

Enfin, concernant les ressources propres, plusieurs pays s'opposent à la proposition de la Présidence finlandaise d'établir une taxe sur les emballages plastiques non recyclés qui abonderait les ressources propres de l'Union. Ainsi, la France propose comme alternative des recettes générées par le régime d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre, l'Italie quant à elle propose une taxe tenant compte des différences entre pays en matière de fiscalité. La Grèce suggère une taxe sur le numérique et sur les transactions financières tandis que l'Espagne avance une taxe carbone. De plus la France et l'Italie veulent la fin rapide des rabais, alors que les pays qui en bénéficient, dont l'Allemagne et les Pays-Bas, sont contre leur suppression.

Ainsi, les débats continuent ce vendredi 18 octobre, et devront permettre à la Présidence finlandaise du Conseil de rédiger la version révisée du « cadre de négociation » contenant les chiffres du futur CFP. Les difficultés rencontrées lors des négociations laissent présager du retard dans l'adoption du CFP lors du prochain Conseil européen qui devait pourtant s'avérer décisif sur le sujet.

**LA NOUVELLE COMMISSION EUROPÉENNE ENTRERA EN FONCTIONS PLUS TARDIVEMENT QUE PRÉVU :** Le rejet de trois des Commissaires désignés, dont la Française Sylvie Goulard, a retardé la prise de fonctions du nouveau collège de Commissaires, qui devait avoir lieu le 1er novembre. L'information a été confirmée mercredi 16 octobre par le porte-parole du

Parlement européen. En effet, les gouvernements de la Roumanie, de la Hongrie et de la France n'ont toujours pas présenté de nouveaux candidats à Ursula von der Leyen, la Présidente de la Commission européenne. De plus, ces nouveaux candidats devront subir une procédure de vérifications et d'auditions devant les commissions compétentes du Parlement européen, ce qui rend l'échéance du 1<sup>er</sup> novembre inatteignable.

La France a annoncé qu'elle présenterait un nouveau nom après le Conseil européen d'ici la fin de la semaine actuelle. L'incertitude est particulièrement grande s'agissant du candidat roumain, puisque le gouvernement a été renversé la semaine passée. Selon les observateurs, la nouvelle date d'entrée en fonctions de la prochaine Commission pourrait être le 1<sup>er</sup> décembre ou plus tard.

Pendant ce délai, et comme le prévoit le Traité européen, c'est la Commission sortante présidée par Jean-Claude Juncker qui fera l'intérim pour les affaires courantes.

**LE ROYAUME-UNI ET L'UNION EUROPÉENNE SONT PARVENUS À UN NOUVEL ACCORD POUR LE BREXIT :** L'Union et le Royaume-Uni se sont entendus sur un nouvel accord, tel qu'annoncé ce jeudi 17 octobre. C'est donc le quatrième accord qu'un Premier ministre britannique défendra à la Chambre des communes ce samedi 19 octobre.

Les négociations des dernières semaines ont principalement porté sur le fonctionnement des douanes et les relations avec l'Irlande du Nord.

Boris Johnson a en effet abandonné le filet de sécurité, ou *Backstop*. Le nouvel accord prévoit que les contrôles douaniers s'effectuent entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord. Les douanes britanniques appliqueraient les règles et tarifs du Royaume-Uni pour tout produit en provenance de Grande Bretagne ou de pays tiers, non destiné au marché européen, et elles appliqueraient les règles et tarifs de l'UE pour tout autre produit destiné au marché européen. Dans ce dernier cas, les douanes britanniques récolteraient là aussi les droits de douane mais les reverseraient à l'Union européenne.

Boris Johnson et Michel Barnier sont également convenus de donner l'accord sur le consentement à l'assemblée territoriale nord-irlandaise qui, par conséquent, pourra décider de garder ou d'annuler ce système de douanes à la fin de la période de transition post-Brexit, en théorie fin 2020.

Le processus n'est pas terminé pour cet accord puisqu'il doit maintenant être adopté par les parlements européen et britannique avant la date officielle de sortie prévue au 31 octobre 2019.

## AGENDA DE LA SEMAINE DU 21 AU 25 OCTOBRE 2019

	PARLEMENT EUROPEEN	COMMISSION EUROPEENNE	AUTRES ORGANES EUROPEENS	AUTRES ÉVÉNEMENTS
<b>Lundi 21/10</b>	<p>Séance Plénière.</p> <p>Commission ENVI</p> <p>Commission ENVI+ECON</p> <p>Commission REGI</p>			
<b>Mardi 22/10</b>	<p>Séance Plénière : Déclarations du Conseil européen et de la Commission</p> <p>Conclusions de la réunion du Conseil européen des 17 et 18 octobre 2019</p> <p>Déclaration du Président de la Commission - Bilan de la Commission Juncker</p> <p>Autorisations de pêche pour les navires de l'Union dans les eaux du Royaume-Uni et opérations de pêche des navires de pêche du Royaume-Uni dans les eaux de l'Union</p> <p>Exécution et financement du budget général de l'Union en 2020 eu égard au retrait du Royaume-Uni de l'Union</p> <p>Budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2020 – toutes sections</p>			<p>Visite d'Emmanuel Macron à Mayotte, accompagné d'Annick Girardin, Didier Guillaume, et Bruno Le Maire</p>
<b>Mercredi 23/10</b>	<p>Séance Plénière : Projet de budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2020</p>		<p>Coreper I</p> <p>Coreper II</p>	<p>Arrivée d'Emmanuel Macron Mayotte et à la Réunion à partir de 15h30, accompagné d'Annick Girardin,</p>

				Didier Guillaume, et Bruno Le Maire
<b>Jeudi 24/10</b>	Séance Plénière : Aide financière aux États membres en vue de faire face à la lourde charge financière occasionnée à la suite du retrait du Royaume-Uni de l'Union sans accord			Emmanuel Macron à La Réunion accompagné d'Annick Girardin, Didier Guillaume, et Bruno Le Maire
<b>Vendredi 25/10</b>				Emmanuel Macron à La Réunion accompagné d'Annick Girardin, Didier Guillaume, et Bruno Le Maire  Visite une exploitation agricole dans le Sud de l'île  Participe à un pique- nique sur le Thème des filières de production locale